



Christel Keiser
Conseillère municipale
Montreuil



Charles Allain
Professeur des écoles
Bagnole



comités Montreuil et Bagnole
www.poidmontreuil.com

Une élue qui fait ce qu'elle dit et qui dit ce qu'elle fait.

Qu'est-ce que la démocratie ? C'est s'engager sur un mandat, le respecter et en rendre compte

J'ai été élue il y a trois ans au conseil municipal de Montreuil en m'engageant à défendre les intérêts ouvriers et populaires, les intérêts des habitants des cités, des travailleurs, des mères de famille, des jeunes. Chacun de mes votes au conseil municipal est guidé par ce mandat.

Ainsi en mars dernier, j'ai été la seule élue du conseil municipal à voter contre le budget pour 2017 qui :

- limite la titularisation des agents communaux, le remplacement des personnels ainsi que leur formation ;
- augmente les tarifs de la restauration scolaire, des accueils en centre de loisirs, des crèches, des activités périscolaires et les droits de stationnement ;
- prend dans les poches des employés municipaux et dans celles des familles.

Ai-je eu raison ou tort de voter contre l'austérité dictée par l'Union européenne, le gouvernement, les banquiers et les capitalistes et relayée par la majorité municipale ?

Cinq candidats qui se présentent face à moi à l'élection législative du 11 juin prochain dans notre circonscription de Montreuil-Bagnole sont membres de partis dont les élus au conseil municipal ont voté ce budget anti-ouvrier. D'autres sont soutenus par des groupes du conseil municipal dont les élus ont quitté le conseil avant la discussion et le vote.

Tels sont les faits. Tous mes votes correspondent aux intérêts des ouvriers, des employés, des chômeurs, des retraités, des jeunes, des habitants de nos cités populaires. C'est mon mandat. Celui sur lequel, à nouveau, avec Charles Allain, je me présente à votre suffrage.

Macron vient de constituer un gouvernement de banquiers, de capitalistes, de serviteurs de la grande industrie. Ce gouvernement veut :

- démanteler le Code du travail pour atomiser les droits des ouvriers, entreprise par entreprise, pire encore que ne le fait la loi El Khomri ;
- supprimer les cotisations à l'assurance maladie pour accélérer la destruction de la Sécurité sociale ;
- faire disparaître les retraites par répartition au profit d'une retraite à points ;
- supprimer 120 000 postes de fonctionnaire et couper 60 milliards d'euros dans les dépenses publiques.

Ceux-là mêmes qui préparent ces plans nous font des discours sur « le bien commun » et « l'intérêt général ». En réalité ils défendent leurs intérêts de classe, la classe des exploiters. La démocratie, c'est le droit pour les travailleurs de s'organiser par eux-mêmes avec leurs propres organisations pour défendre leurs intérêts, leurs droits.

À tous ceux qui nous disent : il n'y a plus besoin de partis ni de syndicats, nous opposons, au contraire, la nécessité pour les travailleurs de disposer d'outils pour se défendre, d'organisations de classe.

Le programme du Parti ouvrier indépendant démocratique est clair. Au gouvernement Macron, gouvernement capitaliste qui veut liquider la Sécurité sociale, le Code du travail et la retraite par répartition, nous opposons le combat pour un gouvernement ouvrier, qui, rompant avec la V^e République et l'Union européenne :

- bloquera les licenciements ;
 - rétablira la Sécurité sociale de 1945 fondée sur la solidarité ouvrière ;
 - renationalisera les entreprises publiques privatisées ; rétablira le monopole des services publics, EDF, La Poste ;
 - rouvrira les services d'hôpitaux, les bureaux de poste et tous les services publics fermés ;
 - permettra à tous les jeunes, à tous les travailleurs d'obtenir un vrai travail, un vrai salaire ;
 - abrogera les contre-réformes El Khomri, Peillon, Touraine, NOTRe, etc.
 - annulera la dette.
- À la politique de guerre, d'ingérence et d'interventions militaires — dans le cadre des « coalitions » dirigées par Trump, ou de l'ONU ou de l'OTAN — nous opposons la nécessité du retrait immédiat des troupes françaises de tous les pays où elles interviennent et l'affectation des milliards d'euros de la guerre aux services publics (c'est pourquoi nous sommes partie prenante, avec des organisations ouvrières de 47 pays, du Comité ouvrier international contre la guerre et l'exploitation, pour l'Internationale ouvrière-COI).
- Aux institutions antidémocratiques de la V^e République, nous opposons la nécessité d'élire une Assemblée constituante souveraine dans laquelle les délégués élus seront mandatés pour décider d'institutions réellement démocratiques.

Les travailleurs sont confrontés à une situation difficile. Nous savons que ce gouvernement illégitime va faire pleuvoir les coups les plus brutaux. Pour les travailleurs, la question sera à nouveau posée : comment bloquer cette politique ? Il faudra reprendre le chemin de la mobilisation dans l'unité des travailleurs avec leurs organisations syndicales pour imposer l'abrogation de la loi El Khomri et bloquer les nouvelles attaques du gouvernement.

C'est pour aider à ce combat que nous sommes engagés dans la construction d'un authentique parti ouvrier indépendant de l'État, des patrons, du gouvernement, de l'Union européenne et qui soit une aide pour les travailleurs qui cherchent la voie du combat dans l'unité pour défendre et imposer leurs droits. *Rejoignez-nous !*

Le 11 juin, votez

**pour Christel Keiser
et Charles Allain**

Trois exemples :

Le POID : un parti qui défend les travailleurs et leurs droits

- L'hôpital intercommunal de Montreuil a été intégré, en conséquence de la loi Touraine, dans un groupement hospitalier de territoire (GHT) qui menace ses services et ses personnels. Qui a alerté la population de Montreuil et de Bagnolet de l'existence de ce GHT et l'a appelée à se prononcer pour le rétablissement d'un hôpital de plein exercice ? Le Parti ouvrier indépendant démocratique. Au conseil municipal de Montreuil, j'ai rendu public le fait que les représentants de la municipalité avaient, dans le conseil de surveillance de l'hôpital, approuvé la mise en place du GHT.
- Le conseil départemental de Seine-Saint-Denis « de gauche » a décidé la suppression d'au moins 18 centres de protection maternelle et infantile (PMI) sur 117, mesure qui frappe les familles qui en ont le plus besoin, les familles ouvrières et populaires. Qui mène campagne actuellement dans tout le département depuis des mois contre la suppression de ces centres de PMI ? Le Parti ouvrier indépendant démocratique.
- À Bagnolet, les agents municipaux s'opposent par la grève au plan d'économies de la mairie PS qui frappe doublement les Bagnoletais, par l'augmentation des impôts locaux et la réduction des dépenses de fonctionnement. Le POID mène campagne pour le retrait de ce plan.

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE
POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE
ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE